

Burundi : "L'Accord d'Arusha doit demeurer la référence" dit l'Envoyé de l'ONU

UN News Centre, 27 juillet 2017 Burundi : le règlement de la crise passe impérativement par un dialogue inclusif, souligne l'Envoyé de l'ONU. Dans sa première intervention au Conseil de sécurité en sa qualité d'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Burundi, Michel Kafando a déclaré que la première exigence est de « donner la priorité au dialogue inclusif, condition sine qua non à tout règlement de la crise » dans ce pays d'Afrique centrale.

« Il devient impératif que le Gouvernement burundais accède à l'insistance des pays de la sous-région et de l'Union Africaine, appuyée en cela par les Nations Unies, d'aller au dialogue inclusif, c'est à dire impliquant l'opposition exilée et celle de l'intérieur », a dit M. Kafando qui présentait le compte-rendu de son premier déplacement au Burundi comme Envoyé de l'ONU. « C'est, à mon avis, ce prix que nous parviendrons à instaurer la confiance entre les Burundais, à garantir des institutions crédibles, stables et démocratiques et à promouvoir la réconciliation nationale ». De ce point de vue, l'Envoyé spécial a souligné que l'Accord d'Arusha doit demeurer la norme de référence, la pierre angulaire. « Tous les acteurs non-gouvernementaux que j'ai eu à rencontrer, le reconnaissent et l'exigent », a-t-il dit. Faisant le bilan de ses entretiens avec toutes les parties, M. Kafando a relevé « des appréciations divergentes sur la situation politique qui prévaut dans le pays ». Si les autorités burundaises sont confiantes en leur capacité à conduire les affaires du pays dans la sérénité et dénoncent les ingérences étrangères, les représentants de l'opposition politique et certains de la société civile s'inquiètent de ce qu'ils qualifient, « des dérives autoritaires du pouvoir » et demandent la suspension du processus de révision de la constitution en cours, la fin des violations de leurs droits fondamentaux et selon eux, d'une répression par les forces de l'ordre ou groupes proches du pouvoir. Réagissant à cette intervention, le Représentant permanent du Burundi aux Nations Unies, Albert Shingiro, a remercié tous les acteurs qui ont permis à son pays de faire face à la tentative de coup d'État du 13 mai 2015. Il a assuré que le dialogue inter-burundais, « processus évolutif », se poursuivait et cité des progrès avant de fustiger des « allégations citant un dialogue en panne ». M. Shingiro a annoncé la rédaction d'un rapport final, fruit d'un dialogue qui a concerné 26.000 Burundais et va se traduire par la rédaction d'une feuille de route en vue « d'élections apaisées » en 2020. Il a appelé la société civile et les représentants religieux à s'abstenir de faire de la politique ou d'inciter aux tueries, comme cela est arrivé en 2015 et demandé que « les pressions politiques disproportionnées et sélectives au sujet des droits de l'homme cèdent la place au dialogue et à la coopération ». Présentant les conclusions de son cinquième déplacement au Burundi du 10 au 13 juillet en sa qualité de Président de la Configuration du Burundi à la Commission de Consolidation de la Paix des Nations Unies (PBC), Jörg Lauber, de la Suisse, a appelé la communauté internationale à continuer à suivre de près les événements au Burundi, en prenant en compte tous les aspects de la situation actuelle. M. Lauber a appelé à soutenir les efforts de médiation des Présidents Museveni et Mkapa au nom de la Communauté économique africaine (CEA) et dit la nécessité d'une discussion franche et ouverte entre le gouvernement burundais et ses partenaires internationaux sur la coopération socio-économique et un environnement propice à l'aide. Il a jugé important d'accorder davantage d'attention à la question de la réconciliation en assumant le passé et créer un bon environnement pour l'organisation d'élections libres et pacifiques en 2020 en garantissant la pleine participation des femmes.

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});